

## M<sup>e</sup> SOPHIE TREMBLAY

Barreau : QC 2011

stremblay@delegatus.ca

T. : 514 316-1355, poste 906

C. : 514 713-3739

Chez Delegatus depuis 2024



*J'offre un accompagnement juridique et stratégique, axé sur les résultats pratiques et adapté aux réalités personnelles et d'affaires de mes clients.*

### Biographie

Sophie exerce principalement en droit du travail et de l'emploi et en litige civil, commercial et administratif, ainsi qu'en gouvernance d'entreprise et accompagnement d'entreprises en démarrage et d'OBNL. Elle a plaidé à plusieurs reprises devant les tribunaux du Québec, incluant la Cour d'appel du Québec, ainsi que devant les tribunaux administratifs en matière de santé et de sécurité du travail, de normes du travail et d'accès à l'information.

Sophie conseille des clients œuvrant dans des domaines variés, tels l'énergie, les technologies, l'agroalimentaire, les services professionnels, le secteur manufacturier et le secteur culturel. Elle s'implique par ailleurs au sein de plusieurs OBNL et connaît bien les rouages de la gouvernance de ce type d'organisations.

### Domaines de pratique

- Droit administratif
- Droit du travail et de l'emploi
- Gouvernance d'entreprise
- Litige civil et commercial et règlement des différends
- Accès à l'information
- Vie privée, protection des renseignements personnels

### Expérience en pratique privée

Sophie a pratiqué au sein d'un cabinet national pendant plus de cinq ans, et cofondé le cabinet Novalex qui s'est joint à Delegatus 2024.

## Mandats représentatifs

- Conseiller des organisations concernant leur organisation et structuration corporative, leurs statuts constitutifs, règlements généraux, la mise en place de politiques internes et des demandes d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance.
- Rédiger et réviser des contrats d'emploi et de consultation, des ententes de confidentialité, de non-concurrence et de non-sollicitation, des ententes de changement de contrôle, des politiques et procédures, manuels d'employé, codes de conduite et régimes de rémunération incitative pour de nombreux clients.
- Conseiller une société étrangère dans le contexte de l'acquisition des actifs d'une entreprise canadienne concernant le transfert des employés et la mise en place de nouveaux régimes d'avantages sociaux.
- Conseiller diverses entreprises concernant la mise en place des régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER) et autres instruments d'épargne-retraite et avantages sociaux.
- Conseiller diverses entreprises devant se conformer aux exigences de la Loi sur l'équité salariale.
- Représenter des employeurs et des travailleurs dans le cadre de fins d'emploi litigieuses, de cas de discrimination ou de harcèlement psychologique.
- Conseiller des organisations concernant diverses questions de relations de travail, d'application des normes du travail et de santé et de sécurité du travail, d'application de la Charte de la langue française et autres questions réglementaires.
- Représenter diverses entités privées et publiques dans le cadre de demandes d'accès à l'information et de la mise en place de mesures de protection des renseignements personnels.

## Formation

- B.C.L./LL. B., Université McGill | 2010
- B.A., Université de Montréal | 2006
- Institut d'études politiques de Paris | 2005

## Affiliations professionnelles

- Présidente du conseil d'administration, Centre d'écologie urbaine | Depuis 2022
- Présidente du conseil d'administration, Atelier Entremise | Depuis 2019

## Reconnaissance

- Nommée Leading Lawyer to Watch en droit de l'emploi, *Canadian Legal Expert Directory* | 2024
- Nommée Future Star, Benchmark Litigation Canada, le guide des meilleurs avocats et cabinets d'avocats spécialisés en litige au Canada | 2022 et 2023
- Nommée Avocate de l'année, Pro bono et implication sociale, Jeune Barreau de Montréal | 2018

## Conférences et publications

- Co-auteure : [PL 59 : vos nouvelles obligations pour protéger la santé psychologique de vos employés](#), Carrefour RH | Avril 2022
- « Accessibilité à la justice: réflexions et pistes de solution », in L'état du Québec 2019, coll. sous la direction de Francis Huot et Sophie Seguin-Lamarche, Institut du Nouveau Monde, Del Busso Éditeur | Octobre 2018
- Auteure : "Indirect Sale of an Enterprise as a Going Concern Through a Receiver: Quebec Court of Appeal Confirms that the Purchaser is the Successor Employer", Volume 24, Numéro 8, 24 E.L.L.R., pp. 65-68 | Novembre 2014

- Auteure : “*Voluntary Retirement Savings Plans: What Quebec Employers Need to Know*”, Volume 24, Numéro 5, 24 E.L.L.R., pp. 46-48 | Août 2014
- Auteure : “*Quebec Court of Appeal Reiterates Principles Applicable to Notices of Termination*”, Canadian Employment Law Today | Mai 2014
- Auteure : “*Are the Provisions of your Share Option Plan Reasonable? A Lesson from Quebec*”, Volume 24, Numéro 1, 24 E.L.L.R., pp. 1-5 | Avril 2014
- Auteure : “*Obligations of an Employer Faced with the Resignation of an Employee: A Quebec Perspective*”, Volume 23, Number 2, 23 E.L.L.R., pp. 13-16 | 2013